



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

lycées

Question au Gouvernement n° 1507

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. François Sauvadet.

M. François Sauvadet. Ma question s'adresse à Mme Ségolène Royal, puisque M. Allègre n'est pas là pour assurer au moins la rentrée parlementaire.

M. Bernard Accoyer. Il est en arrêt maladie !

M. François Sauvadet. Je vous le dis très franchement, madame la ministre, le groupe UDF ne se satisfait pas des propos que vous avez tenus tout à l'heure, même s'ils se voulaient rassurants: les problèmes que nous avons connus au cours de cette rentrée tiendraient, en somme, à l'absence de quelques personnes malades. La réalité est tout à fait différente. Sans parler des fermetures de classes, je rappellerai simplement que M. Allègre avait évoqué, il y a deux ans déjà, devant la représentation nationale une rentrée «zéro défaut».

M. Thierry Mariani. Absolument !

M. Lucien Degauchy. C'est plutôt zéro pointé !

M. François Sauvadet. Vous aviez également annoncé que la mise en place d'un nouveau système apporterait une solution à tous les problèmes, notamment de nomination. Vous aviez par ailleurs assuré, après des manifestations lycéennes, que les conditions d'études des collégiens et des lycéens seraient revues et améliorées.

Or que constate-t-on après ces deux années ? Que c'est tout simplement le contraire qui s'est produit.

M. Thierry Mariani. Absolument !

M. François Sauvadet. Comme l'an dernier, les lycéens sont dans la rue. Ils ont compris que vos discours ne sont pas suivis d'effets, et les statistiques que vous avancez cachent une réalité bien différente: il y a toujours des dizaines de milliers d'élèves sans professeur en France.

M. Christian Bourquin. La question !

M. François Sauvadet. Et ces élèves sont tentés de vous mettre un zéro pointé.

Ma question est donc très simple: quelles dispositions allez-vous prendre d'urgence pour que les jeunes aient enfin, et très rapidement, des enseignants dans leurs classes ainsi que des conditions de travail acceptables ? (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire.

Mme Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire. Monsieur le député, vous voudrez bien excuser Claude Allègre, qui est retenu en Espagne par le Président de la République. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Je lui ferai part de vos cris d'impatience, il en sera très certainement très honoré ! (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. le président. Un peu de silence, s'il vous plaît !

Mme la ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire. Monsieur le député, les chefs d'établissement et les équipes de direction sont sur le pont tous les jours...

M. Thierry Mariani. Le bateau coule ! C'est Titanic !

Mme la ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire. ... pour régler le plus vite possible les problèmes d'absence qui peuvent se présenter. Permettez-moi de demander en leur nom, pour leur dévouement et pour le lourd travail qu'ils assument, un peu de tolérance aux lycéens, aux parents et à certains élus. Il ne faut pas, en effet, oublier le travail fait et les progrès accomplis.

De l'impatience, oui: qui ne souhaiterait que les choses soient réglées plus vite et mieux ? Nous nous y employons ; De la nervosité, non. Surtout de la part de ceux qui ont supprimé 100 000 emplois dans l'éducation nationale (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants) et mis un million de personnes dans la rue lorsqu'ils ont porté atteinte au service public de l'éducation. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Données clés

Auteur : [M. François Sauvadet](#)

Circonscription : Côte-d'Or (4^e circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1507

Rubrique : Enseignement secondaire

Ministère interrogé : enseignement scolaire

Ministère attributaire : enseignement scolaire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 octobre 1999, page 6852

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 6 octobre 1999